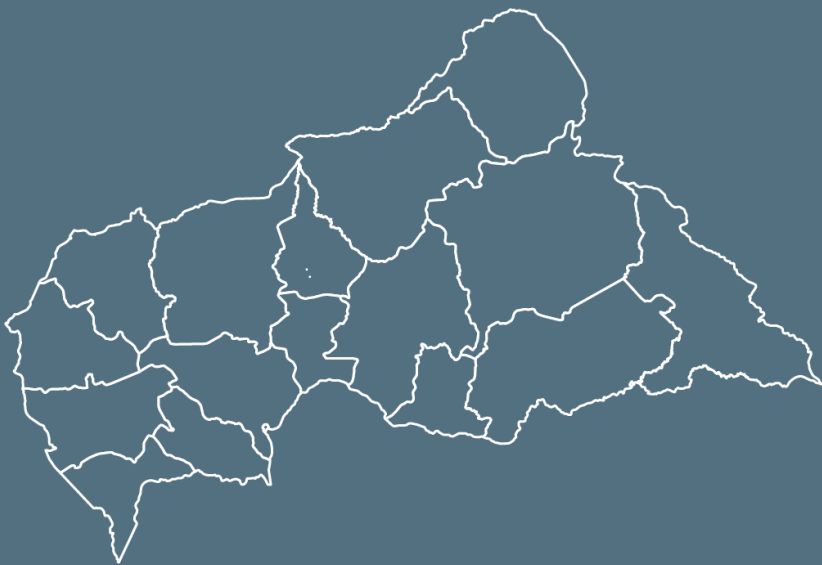


Renforcement de la redevabilité envers les populations affectées

Juin 2020 • République Centrafricaine • Première phase



GROUND TRUTH
SOLUTIONS

unicef 



OCHA

Introduction

Face à la crise humanitaire que connaît actuellement la République Centrafricaine (RCA), l'Equipe Humanitaire Pays a mis en place un service collectif inter-agences (IACS) afin d'améliorer la redevabilité envers les personnes affectées tout en soutenant les organisations travaillant sur le terrain.

Ground Truth Solutions (GTS), en partenariat avec l'UNICEF, offre à l'Equipe Humanitaire Pays une vue d'ensemble des points de vue des personnes affectées recevant de l'aide humanitaire. Ces informations sont basées sur des données de perception collectées auprès d'un échantillon représentatif des populations affectées, bénéficiaires d'aide humanitaire, dans les principaux contextes humanitaires en RCA.

En août 2019, Ground Truth Solutions a réalisé deux enquêtes de perceptions dans les sous-préfectures de Bangassou (Mbomou) et de Paoua (Ouham Pendé)¹. Ces enquêtes ont fourni des résultats pertinents pour le développement de l'Aperçu des Besoins Humanitaires et pour le Plan de Réponse Humanitaire (ABH/PRH). Les informations fournies par GTS ont permis aux membres de la coordination humanitaire de développer huit indicateurs de perceptions afin de suivre les perceptions des personnes affectées concernant la réponse humanitaire. Ces indicateurs servent ainsi d'outils afin de soutenir les acteurs humanitaires dans leurs efforts pour améliorer la redevabilité envers les personnes affectées.

En février et mars 2020, Ground Truth Solutions a étendu ses enquêtes de perceptions aux quatre sous-préfectures de Batangafo (Ouham), de Kaga-Bandoro (Nana-Grébizi), d'Alindao (Basse-Kotto) et de Bambari (Ouaka). Au total, 2 096 personnes affectées et bénéficiaires d'aide ont été questionnées sur leurs perceptions sur l'assistance reçue. Les données ont été récoltées avec le support du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Displacement Tracking Matrix de l'Organisation Internationale pour les Migrations (DTM/OIM).

Le groupe de travail AAP a aussi contribué à l'alignement du plan de l'enquête aux thématiques du PRH 2020 et travaillé ensemble avec GTS sur la première mouture du questionnaire en août 2019. Le AAPWG est aussi l'organe de coordination et de suivi de ce projet.

Ce rapport présente ainsi les résultats détaillés des données récoltées au cours de ces enquêtes. Pour un aperçu plus détaillé des résultats par région, veuillez consulter nos bulletins régionaux sur [le site de Ground Truth Solutions](#).

Comment lire le rapport ?

Ce rapport repose sur des graphiques à barres pour analyser les réponses données à des questions sur l'échelle de Likert (de 1 à 5), ainsi que celles données à des questions binaires.

Les graphiques à barres montrent la répartition des réponses à une question donnée en pourcentages, utilisant une gamme de couleurs allant du rouge au vert. Le rouge dénote les réponses négatives (1/2) et le vert les réponses positives (4/5). Au-delà de 5%, les réponses « Je ne sais pas » sont affichées sur les graphiques.

Les résultats sont désagrégés (par sexe, sous-préfecture, handicap, etc.) si les données présentent des différences importantes.

Les pourcentages décrits dans le rapport représentent l'ensemble des réponses positives pour la question ("plutôt oui" et "tout à fait").

Echantillon

2096 enquêtes face-à-face

Régions

530 dans la sous-préfecture d'Alindao

522 dans la sous-préfecture de Bambari

533 dans la sous-préfecture de Batangafo


511 dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro

Genre


 1203 femmes (57%)


 893 hommes (43%)

Type de populations²


 956 personnes déplacées à l'interne (PDI) vivant sur des sites officiels (47%)


 132 PDI vivant hors-sites (6%)


 504 retourné(e)s (25%)

 459 membres de communautés hôtes (22%)

464 (20%) personnes vivent en situation de handicap dont...

 86 personnes interrogées considèrent être en situation de handicap moteur (4%)

 127 personnes interrogées considèrent être en situation de handicap sensoriel (6%)³

 326 personnes interrogées considèrent être en situation de handicap mental/intellectuel (16%)⁴

¹ Pour plus d'informations sur ces deux enquêtes pilotes en RCA, veuillez consulter notre rapport pilote, disponible [ici](#).

² Certaines personnes interrogées n'ont pas souhaitées partager leurs statuts ainsi l'échantillon par statut n'est pas égale à 2096.

³ Personnes ayant des difficultés à entendre et voir (cf. questions du Washington group)

⁴ Personnes ayant des difficultés à se souvenir ou se concentrer (cf. questions du Washington group)

Indicateurs de perceptions clés par province

Le groupe de coordination inter-cluster (ICC), le groupe de travail AAP et l'Assessment Working Group (AWG) ont identifié huit indicateurs à adresser en priorité en 2020 concernant le suivi de la redevabilité en République Centrafricaine. Ces indicateurs ont été approuvés par l'Equipe Humanitaire Pays et inclus dans le plan de réponse humanitaire 2020, sous les différents objectifs stratégiques. Le tableau ci-dessous regroupe les pourcentages obtenus en février-mars 2020. Également incluses sont les cibles globales fixées par le HCT en octobre 2019, lors de l'élaboration du PRH 2020.

	Global	Cible 2020	Septembre 2019			Février - Mars 2020		
			Paoua	Bangassou	Alindao	Bambari	Batangafa	Kaga Bandoro
Objectif stratégique 1: En 2020, 1,2 million de personnes bénéficient de l'assistance d'urgence multisectorielle, et intégrée si possible en cash ou en espèce, nécessaire pour adresser les problèmes critiques liés à leur bien-être physique et mental.								
% de personnes affectées qui pensent que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels	17%	50%	23%	14%	10%	25%	14%	12%
% de personnes affectées qui perçoivent que l'aide vient quand elles en ont besoin	15%	40%	24%	18%	11%	18%	9%	5%
% de personnes affectées qui estiment que l'assistance touche les personnes qui en ont le plus besoin	26%	50%	42%	35%	27%	31%	40%	18%
Objectif stratégique 2: En 2020, 1,6 million de femmes, hommes, filles, garçons et personnes en situation de handicap affectées par la crise améliorent leurs conditions de vie à travers une assistance digne et adaptée à leurs besoins fournie à temps et dans un environnement de protection.								
% de personnes affectées qui pensent que l'assistance reçue leur permet d'améliorer leurs conditions de vie	29%	NA ⁵	32%	35%	35%	30%	17%	19%
% de personnes déplacées internes qui pensent que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels ⁶	16%	40%	4% ⁷	26%	9%	25%	11%	14%
Objectif stratégique 3: En 2020, la protection et le respect de tous les droits humains de 1,3 million de femmes, hommes, filles, garçons et personnes en situation d'handicap affectées par la crise sont assurés.								
% de personnes affectées qui se sentent en sécurité quand elles accèdent à l'aide humanitaire	72%	85%	62%	78%	64%	98%	64%	58%
% de personnes affectées qui pensent que les acteurs humanitaires les traitent avec respect	68%	75%	72%	63%	59%	90%	55%	70%
% de personnes affectées qui savent faire des plaintes ou suggestions	22%	50%	9%	25%	20%	26%	29%	22%

⁵ Une cible n'a pas été définie pour cet indicateur de perception.

⁶ Combinent les perceptions des personnes déplacées vivant dans les camps et en dehors des camps.

⁷ Perceptions de personnes déplacées internes vivant hors-sites uniquement, dans la sous-préfecture de Paoua.

Principaux résultats de l'enquête

- **75% des personnes interrogées ne sont pas satisfaites de la couverture de leurs besoins essentiels par l'assistance humanitaire.** Selon elles, les besoins essentiels en abris (57%), soutien financier (53%) et assistance alimentaire (52%) sont ceux les moins satisfaits. De plus, 68% d'entre elles affirment que des membres de leur communauté vendent les biens reçus par l'assistance afin de couvrir leurs besoins essentiels (principalement leurs besoins en nourriture et abris).
- **80% des personnes affectées ont le sentiment d'être informées sur l'assistance reçue.** Les moyens préférés des personnes affectées pour recevoir des informations sont les structures communautaires tels que les chefs de quartier/blocs (63%), les réunions communautaires (52%) et les leaders communautaires (43%). En effet, plus de la moitié des personnes interrogées pense que les leaders communautaires relaient les informations de manière efficace (59%). Toutefois, des cas de détournements de biens, de népotisme et des négligences ont été signalés.
- **Les personnes affectées se sentent en sécurité dans leurs lieux de résidence (56%) quand elles accèdent à l'assistance humanitaire (71%).** Les personnes vivant dans les sous-préfectures d'Alindao et de Kaga Bandoro sont toutefois les plus négatives. Les principales causes d'insécurité sont les cas de vols, de violences physiques/attaques armées et de violences verbales.
- **Seules 24% des personnes affectées savent comment déposer une plainte ou faire des suggestions.** Les mécanismes de suggestions et de plaintes préférés par les personnes affectées sont les discussions en face-à-face avec le personnel humanitaire (46%), les réunions communautaires (36%) et les discussions en face-à-face avec les chefs communautaires (28%).
- **Les personnes bénéficiaires d'assistance monétaire (25% des personnes enquêtées) ont une perception plus positive sur de nombreux aspects de l'assistance reçue** telles que la couverture de leurs besoins essentiels (23% vs. 12% pour les autres types de personnes affectées) et la prise en compte de leurs points de vue dans les prises de décisions humanitaires (32%). De plus, elles sont plus optimistes sur leurs chances d'autonomisation (30%) et l'amélioration de leurs conditions de vie (30%).
- **Les personnes vivant dans la sous-préfecture de Bambari sont plus positives sur de nombreux points de l'assistance,** tels que la couverture de leurs besoins essentiels (25%), le sentiment d'autonomisation (33%) et le calendrier de l'assistance (18%). D'autre part, les personnes vivant dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro sont les plus négatives sur l'assistance humanitaire reçue.

Perceptions des populations vulnérables



Personnes âgées de plus de 42 ans (687)

20% pensent pouvoir s'autonomiser grâce à l'assistance reçue.

68% se sentent en sécurité quand ils accèdent à l'assistance humanitaire.

30% connaissent la ligne verte (vs. 37% pour les moins de 30 ans).



Personnes vivant avec un handicap (464)

15% pensent pouvoir s'autonomiser grâce à l'assistance reçue.

45% se sentent en sécurité dans leurs lieux de résidence.

18% des personnes vivant avec un handicap sensoriel ont une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et suggestions.



Femmes (1203)

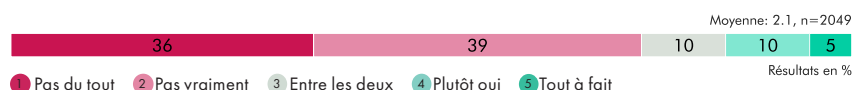
20% ont une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et suggestions (vs. 31% pour les hommes).

71% se sentent à l'aise pour reporter des cas d'abus ou de mauvais traitement de la part des acteurs humanitaires.

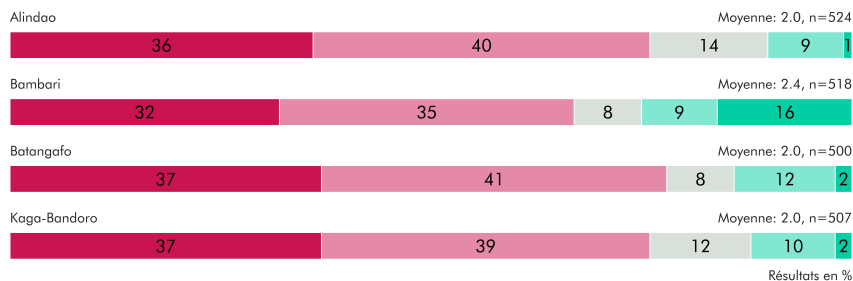
20% savent comment le processus de ciblage fonctionne (vs. 30% pour les hommes).

Bien-être physique et mental

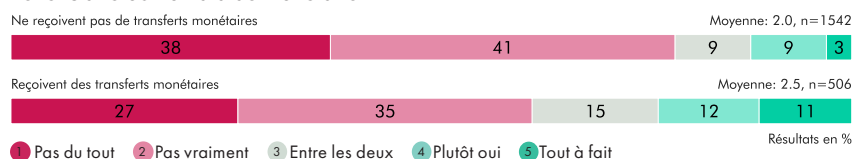
L'aide que vous recevez actuellement couvre-t-elle vos besoins essentiels ?



Par sous-préfecture



Bénéficiaire ou non d'aide monétaire



Quels sont vos besoins essentiels qui ne sont pas satisfaits ?



56%

Abris (848)



53%

Cash (804)



52%

Nourriture (800)



36%

Biens non alimentaires (544)

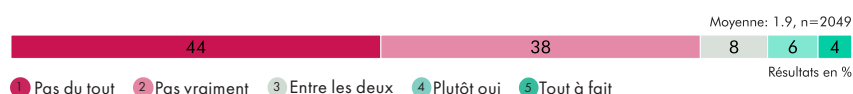
Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Au niveau régional, les principaux besoins essentiels non-couverts selon les personnes affectées sont : les besoins en cash à Alindao (Basse Kotto) (68%), les besoins en abris à Batangafo (Ouham) (65%), et les besoins en nourriture à Kaga Bandoro (Nana-Grébizi) (52%) et à Bambari (Ouaka) (68%).

Triangulisation des données

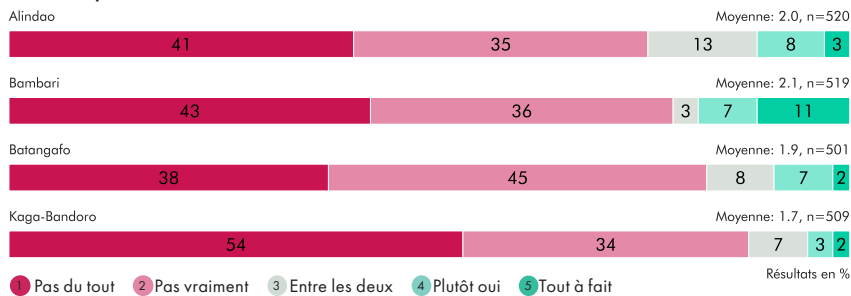
Les perceptions des personnes affectées récoltées par GTS font écho à l'évaluation multisectorielle des besoins conduite par REACH en août 2019. Selon REACH, les différentes populations affectées citent fréquemment les besoins en abris parmi les trois premiers besoins prioritaires non-couverts dans les préfectures de Basse Kotto, d'Ouham et de Nana-Grébizi.⁸

Recevez-vous l'aide/les services quand vous en avez besoin ?



Les personnes déplacées internes (PDI) vivant en dehors des sites (20% de perceptions positives) et les membres des communautés hôtes (19%) sont plus positifs sur la couverture de leurs besoins essentiels que les PDI dans les camps (14%) et les retourné(e)s (12%).

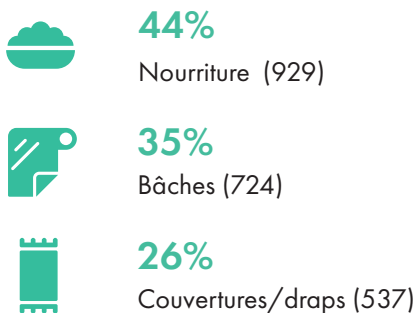
Par sous-préfecture



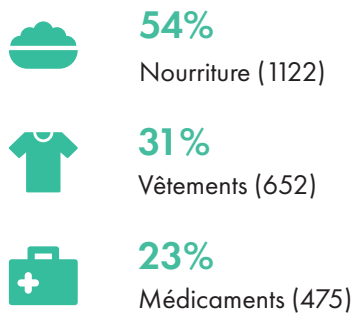
Est-ce qu'il y a des membres de votre communauté qui vendent des biens reçus des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels ?

68% des personnes interrogées estiment que des membres de leur communauté ont vendu des biens reçus des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels.

Quels sont les biens les plus rentables à la vente ? (n=1319)



Qu'est-ce que les gens achètent grâce à l'argent de la vente des biens de l'assistance ? (n=1315)

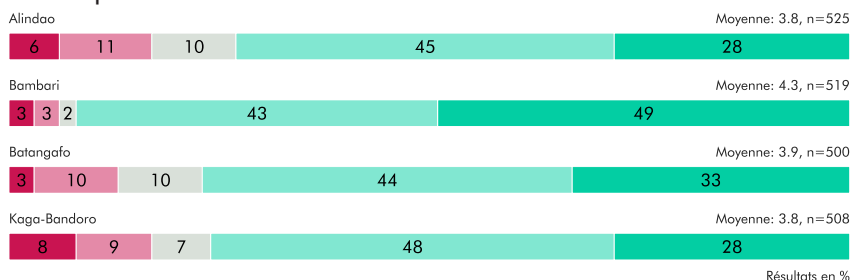


Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

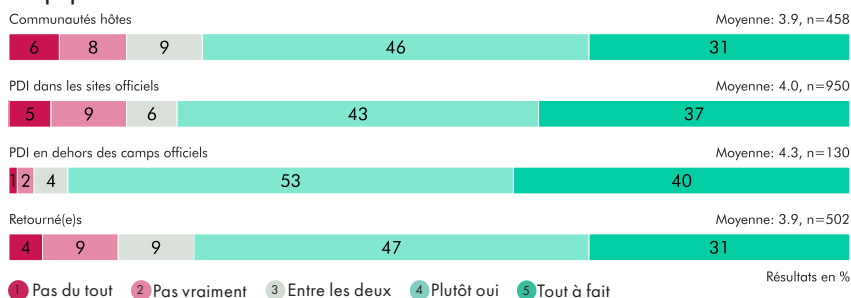
Avez-vous le sentiment d'être informé au sujet de l'aide/services que vous pouvez recevoir ?



Par sous-préfecture



Par population



De quelles informations avez-vous besoin ? (n=274)

55% Moments de distribution (150)

50% Aide financière disponible (137)

41% Assistance alimentaire (111)

Comment préférez-vous recevoir des informations de la part des acteurs humanitaires ? (n=2064)

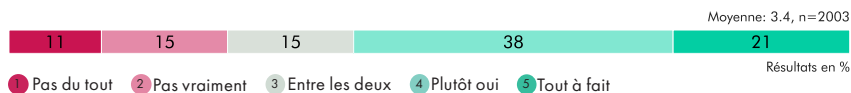
63% Chef de quartier/bloc (1319)

52% Réunions communautaires (1082)

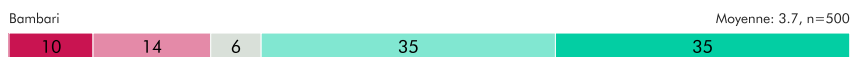
43% Leaders communautaires (901)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

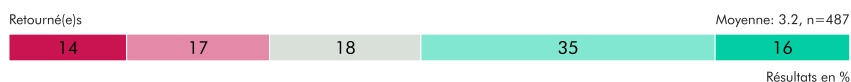
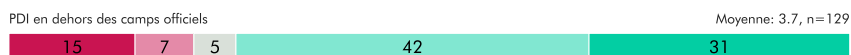
Pensez-vous que les leaders communautaires partagent avec vous les informations nécessaires sur les activités humanitaires ?



Par sous-préfecture



Par population



1 Pas du tout 2 Pas vraiment 3 Entre les deux 4 Plutôt oui 5 Tout à fait

Selon vous, pour quelles raisons ils ne les partagent pas ? (n=244)

45% Détournement de l'information dans l'intérêt personnel des leaders (110)

20% Négligence de la part des leaders (50)

14% Népotisme (34)

Triangulisation des données

En complément, selon REACH (2020), au niveau national, les chefs de communautés sont considérés par 58% des ménages centrafricains comme une source d'information de confiance.⁹

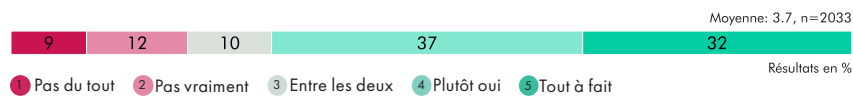


Les personnes vivant avec un handicap sensoriel considèrent que les leaders communautaires partagent moins d'informations sur l'assistance que les personnes vivant sans ce type de handicap. En effet, 52% des personnes en situation de handicap sensoriel sont positives comparées à 60% des personnes vivant sans ce type de handicap.

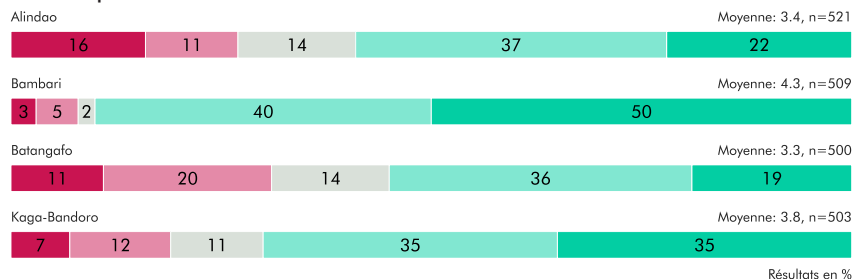
⁹ REACH (Janvier 2020), République Centrafricaine : Évaluation multi-sectorielle des besoins. 35. [Lien](#)

Amélioration du niveau de vie et relations avec les acteurs humanitaires

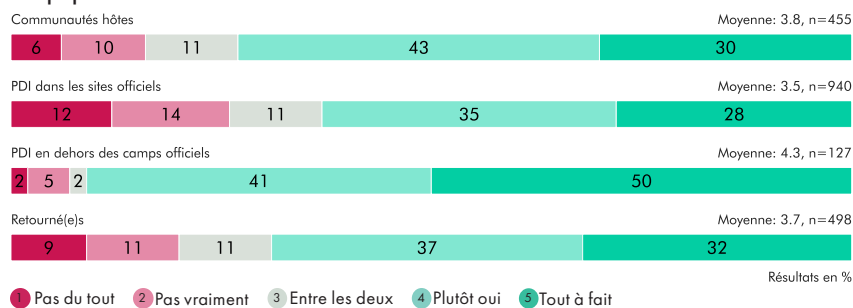
Êtes-vous traité avec respect par ceux qui fournissent l'aide ?



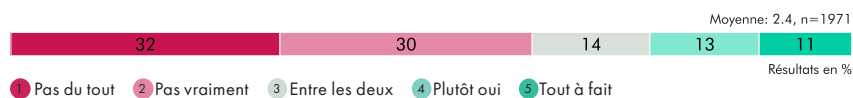
Par sous-préfecture



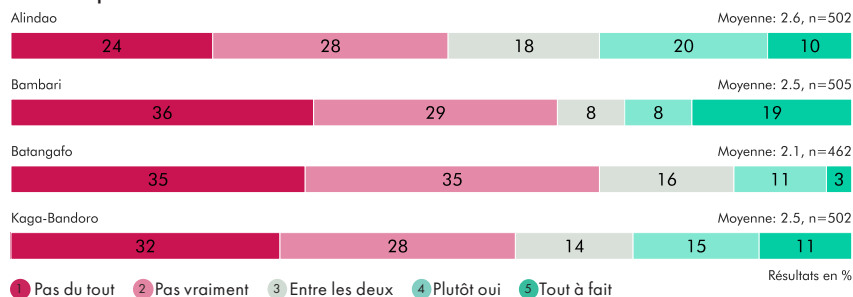
Par population



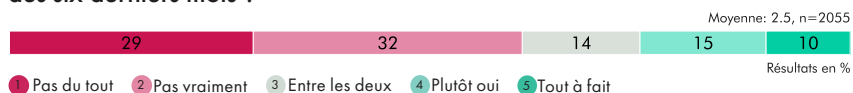
Pensez-vous que vos points de vue sont pris en compte par les fournisseurs d'aide au sujet de l'assistance que vous recevez ?



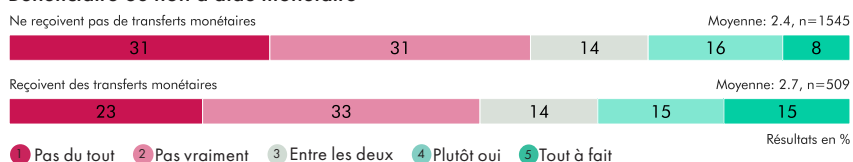
Par sous-préfecture



De manière générale, vos conditions de vie se sont-elles améliorées au cours des six derniers mois ?



Bénéficiaire ou non d'aide monétaire



Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire se sentent davantage traitées avec respect (83%) que les non-bénéficiaires d'assistance monétaire (64%).

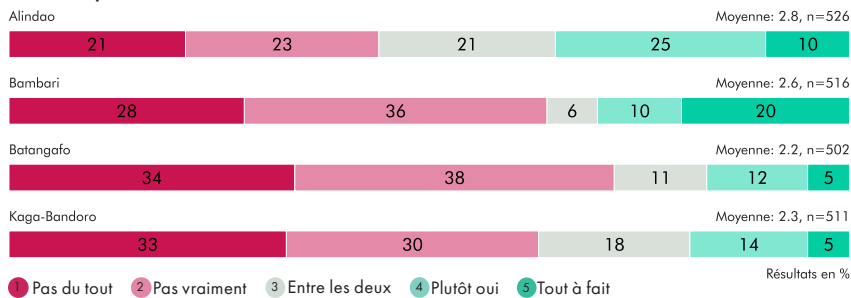


Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire considèrent que leurs points de vue sont davantage pris en compte dans les décisions humanitaires (32%) que les non-bénéficiaires d'assistance monétaire (22%).



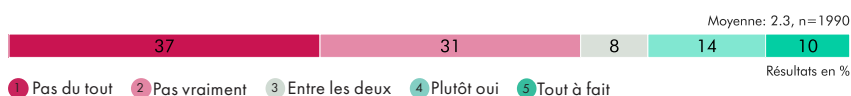
Les personnes ayant une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions sont plus positives sur l'amélioration de leurs conditions de vie (31%) que les personnes ayant une mauvaise connaissance de ces mécanismes (23%).

Par sous-préfecture

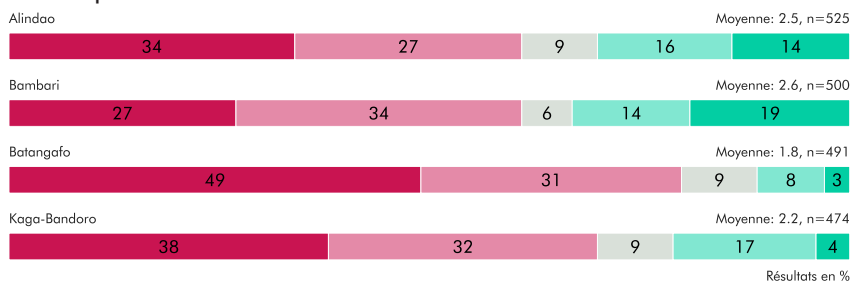


Résilience et rétablissement des moyens de subsistance

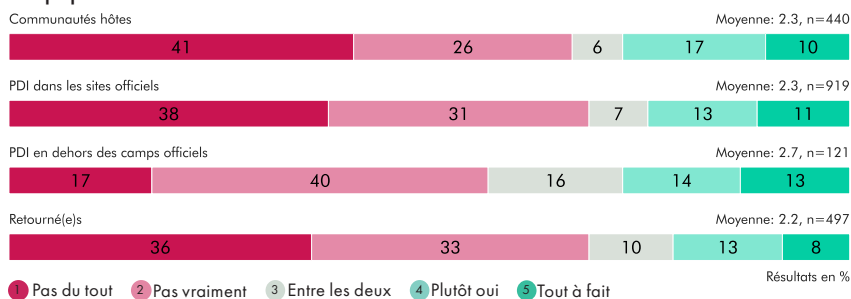
Avez-vous le sentiment que le soutien que vous recevez vous permet de vous autonomiser (vivre sans aide dans le futur) ?




Par sous-préfecture



Par population



Qu'est-ce qui vous aiderait à devenir autonome ? (n=1645)

 **97%**
Activités génératrices de revenus (1310)

 **74%**
Accès aux terres agricoles (991)

 **34%**
Formation professionnelle (454)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.



Les communautés hôtes sont plus positives (28%) que les PDI résidant dans les sites (25%), celles vivant en dehors des sites (22%) et les retourné(e)s (23%).



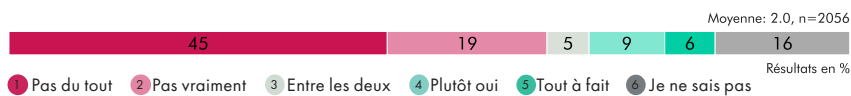
Les personnes de plus de 42 ans sont moins positives (20%) que les personnes âgées de 18 à 30 ans (28%) et celles âgées de 31 à 41 ans (25%).

Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire sont plus positives (30%) sur leurs chances d'autonomisation que les autres catégories de personnes affectées (22%)

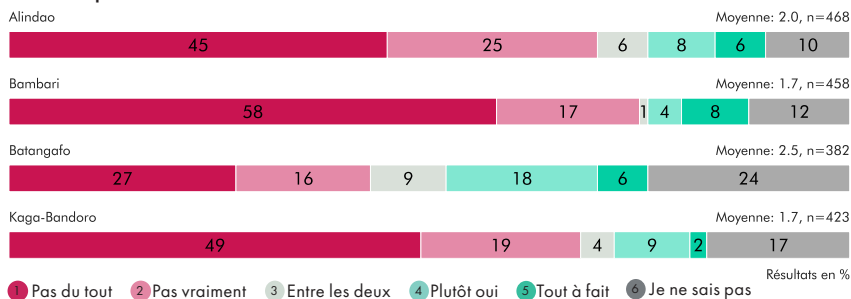
Les personnes vivant avec un handicap sont plus négatives (15%) que les personnes vivant sans handicap (27%), en particulier celles vivant avec un handicap mental/intellectuel (14%) ou moteur (18%).

Protection

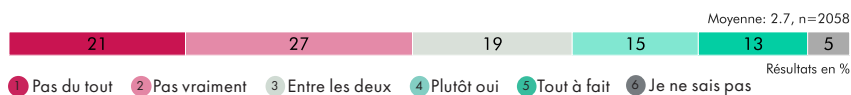
Savez-vous comment les organisations humanitaires décident qui reçoit de l'assistance et qui n'en reçoit pas ?



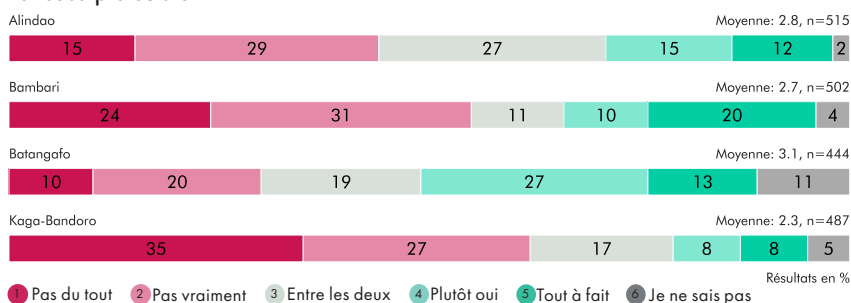
Par sous-préfecture



Pensez-vous que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin ?



Par sous-préfecture



Quels sont les groupes de personnes qui ont le plus besoin d'assistance mais n'en bénéficient pas ? (n=985)



86%

Personnes âgées (844)



53%

Personnes malades (523)



50%

Personnes vivant avec un handicap (493)

Pourquoi pensez-vous que ces personnes sont mises de côté ? (n=541)

20% Erreurs de la part des acteurs communautaires (110)

16% Discrimination (89)

16% Critères de sélection inadéquats (89)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.



Les ménages dirigés par les hommes ont une meilleure connaissance du processus de ciblage (24%) que ceux dirigés par les femmes (18%).

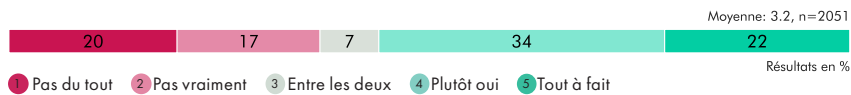
Les femmes ont une moins bonne connaissance (20%) du processus de ciblage que les hommes (23%).

Les personnes ayant une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions ont une meilleure compréhension des processus de ciblage (25%) contrairement à celles ayant une moins bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions (20%).

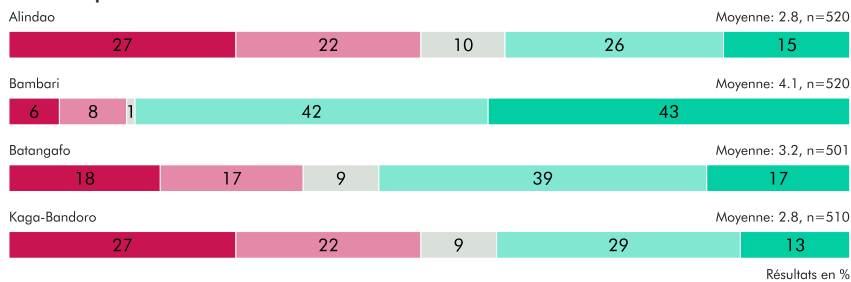


Les personnes ayant une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions sont plus positives (21%) que les personnes ayant peu de connaissances des mécanismes de plaintes et de suggestions (18%).

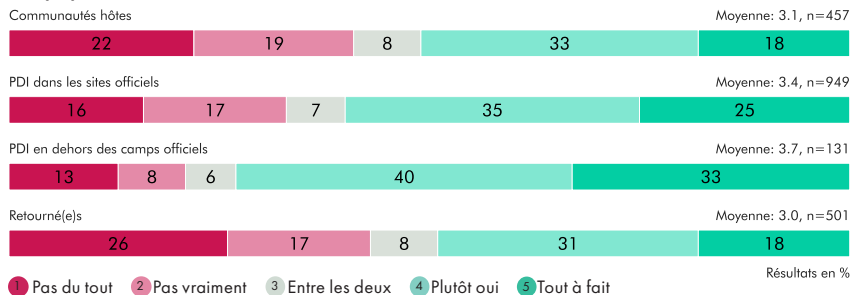
Vous sentez-vous en sécurité là où vous résidez ?



Par sous-préfecture

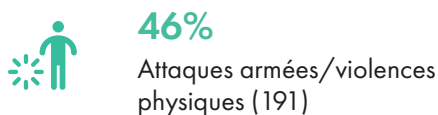
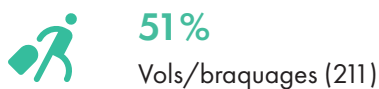


Par population



Pourquoi ne vous sentez vous pas en sécurité ?

Femmes (n=412)

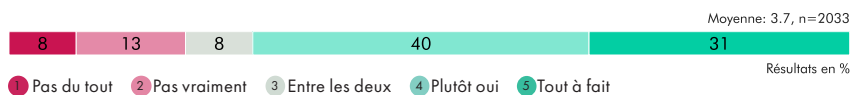


Hommes (n=337)

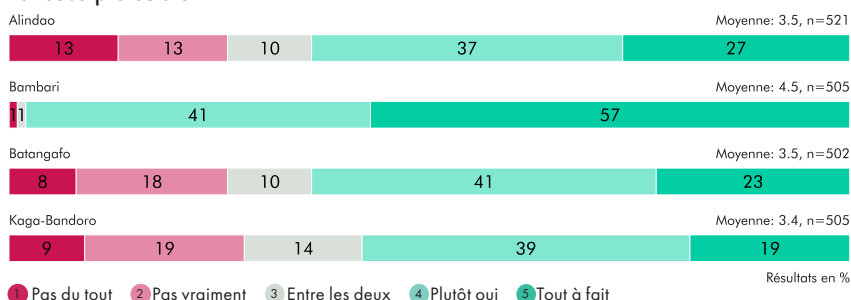


Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Vous sentez-vous en sécurité quand vous accédez à l'assistance humanitaire ?



Par sous-préfecture



Les personnes bénéficiaires d'assistance monétaire (65%) se sentent davantage en sécurité sur leurs lieux de résidence que les non-bénéficiaires d'assistance monétaire (53%).

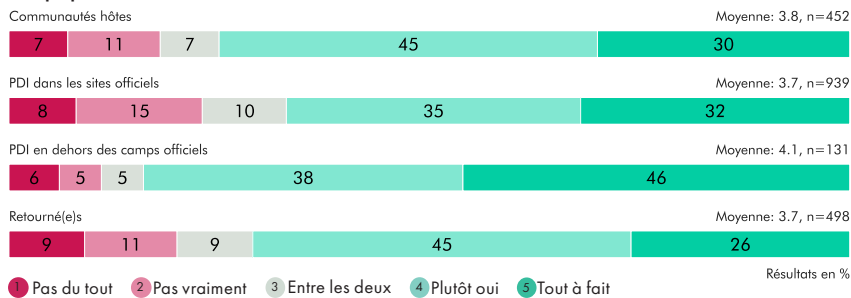
Les personnes vivant avec un handicap se sentent moins en sécurité (45%) que celles vivant sans handicap (59%), en particulier les personnes vivant avec un handicap moteur (42%) ou intellectuel/mental (43%).



Les personnes âgées de 18 à 30 ans se sentent davantage en sécurité de la réception de l'assistance (76%) que les personnes de 31 à 41 ans (68%) et celles de plus de 42 ans (68%).

Les personnes bénéficiaires de l'assistance monétaire (82%) sont plus positives que les non-bénéficiaires d'assistance monétaire (67%).

Par population



Pourquoi ne vous sentez vous pas en sécurité ? (n=416)



78%
Vols (324)



46%
Points de distribution surpeuplés (190)



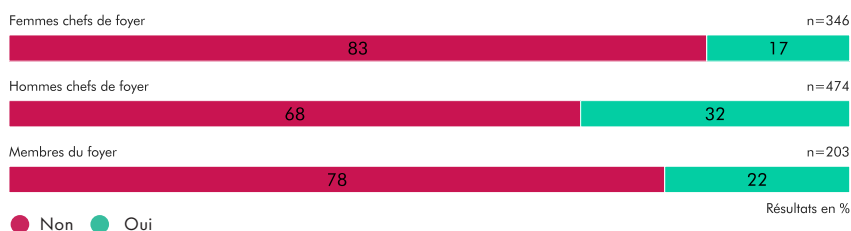
33%
Difficultés d'accès aux points de distribution (138)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Savez-vous comment faire des suggestions ou vous plaindre des services humanitaires auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



Par type de ménage



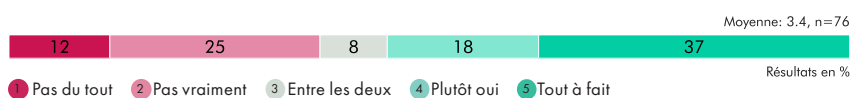
Avez-vous déjà déposé une suggestion ou une plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



Les personnes âgées de plus de 30 ans (35%) et les personnes vivant avec un handicap (35%), en particulier celles vivant avec un handicap moteur (30%), ont déposé moins de plaintes que le reste des personnes interrogées.

Cependant, seules 37% d'entre elles ont reçues une réponse à leur plainte ou à leur suggestion.

Avez-vous été satisfait de la réponse à votre plainte ou suggestion ?



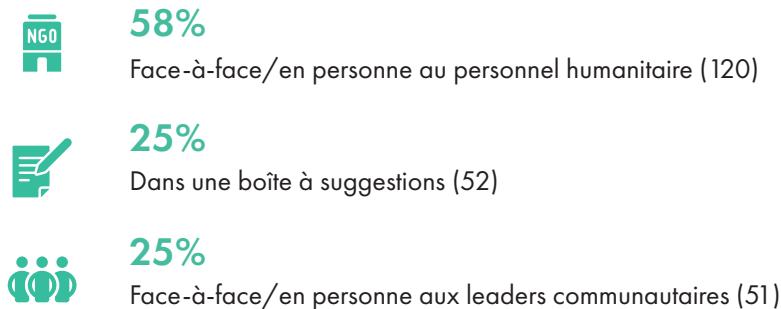
Les hommes ont une meilleure connaissance (31%) que les femmes (20%).

Les membres des communautés hôtes (28%) sont plus positifs que les retourné(e)s (21%).

Les bénéficiaires d'assistance monétaire ont une meilleure connaissance de ces mécanismes (31%) que les non-bénéficiaires d'assistance monétaire (22%).

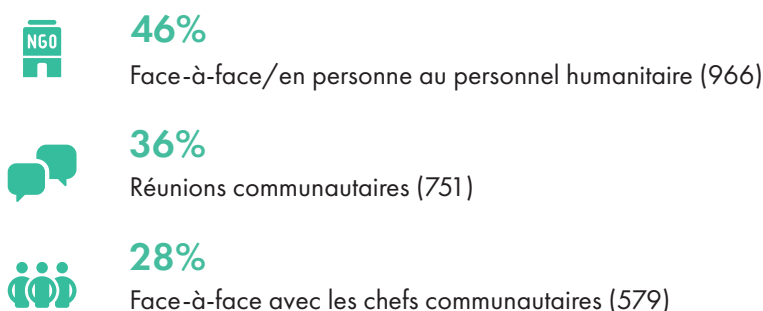
Les personnes vivant avec un handicap sensoriel sont plus négatives (18%) que les personnes vivant sans ce type de handicap (25%).

Comment avez-vous déposé la suggestion ou la plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ? (n=206)



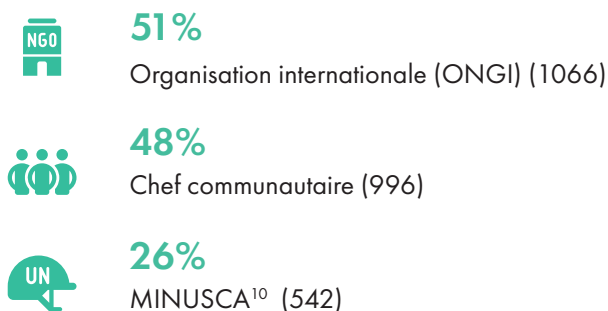
Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Comment préférez-vous faire une suggestion ou plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ? (n=206)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

À quels groupes suivants faites-vous le plus confiance pour faire une suggestion ou une plainte ? (n=2064)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Triangulisation des données

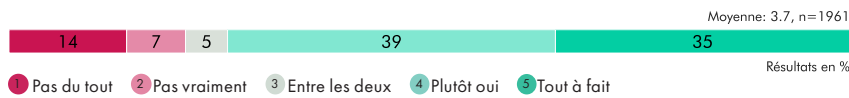
Les perceptions collectées par GTS font écho à celles récoltées par REACH au niveau national.

En effet, selon REACH (2020), les ménages en RCA préfèrent informer les acteurs humanitaires de la qualité, de la quantité et de la pertinence de l'aide reçue lors de réunions communautaires dans les localités ou dans les villages (60%), chez eux en face-à-face avec le travailleur humanitaire (45%) et dans un bureau en face-à-face avec le travailleur humanitaire (22%).¹¹

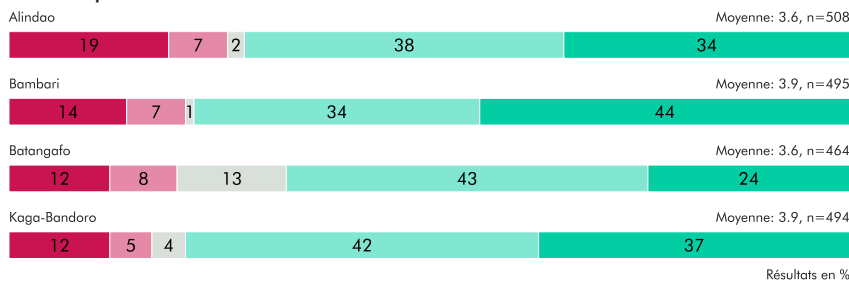
¹⁰ MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

¹¹ REACH (Janvier 2020), République Centrafricaine : Évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA). 35. [Lien](#)

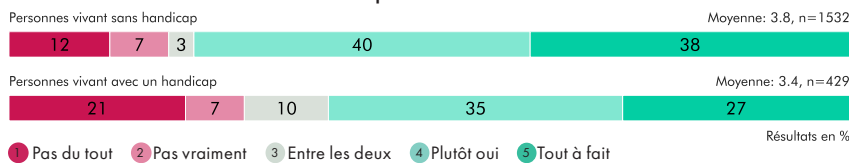
Vous sentiriez-vous à l'aise pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitement de la part du personnel humanitaire ?



Par sous-préfecture



Personnes vivant avec ou sans handicap



Pourquoi ne vous sentez-vous pas à l'aise pour rapporter des cas d'abus de la part des acteurs humanitaires ? (n=410)

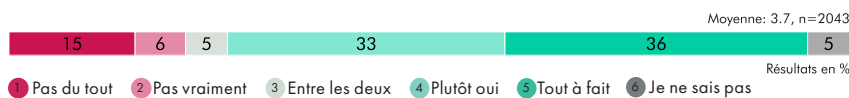
37% Mauvaise connaissance des mécanismes de gestion des plaintes (150)

32% Peur de représailles (131)

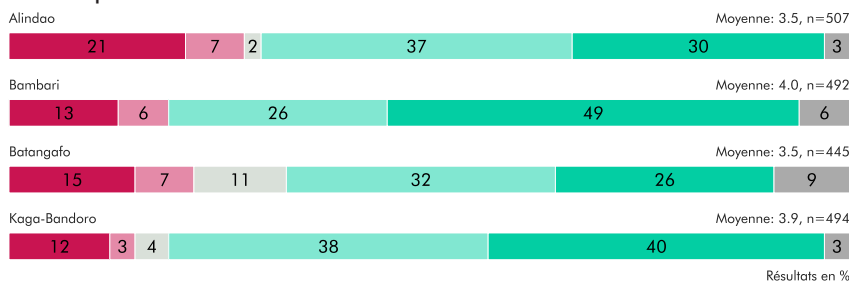
28% Sentiment d'impuissance (116)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

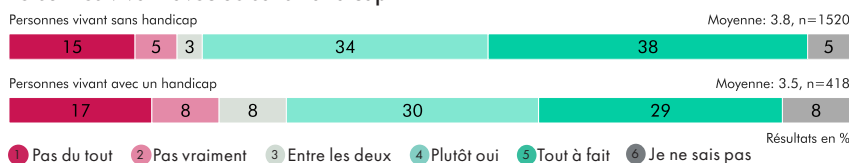
Vous sentiriez-vous à l'aise pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitement de la part du personnel de la MINUSCA ?



Par sous-préfecture



Personnes vivant avec ou sans handicap



Les hommes (78%) se sentent plus à l'aise que les femmes (71%) pour signaler des abus de la part des acteurs humanitaires.

Les personnes ayant une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions (84%) sont plus positives que les personnes ayant une connaissance limitée de ces mécanismes (71%).



Les hommes (74%) se sentent plus à l'aise que les femmes (66%) pour signaler des abus de la part de la MINUSCA.

Les personnes ayant une bonne connaissance des mécanismes de plaintes et de suggestions (81%) sont plus positives que les personnes ayant une connaissance limitée de ces mécanismes (66%).

Les foyers dirigés par des hommes sont plus positifs (67%) que ceux dirigés par des femmes (57%).

Pourquoi ne vous sentez-vous pas à l'aise pour rapporter des cas d'abus de la part du personnel de la MINUSCA ? (n=431)

39% Peur de représailles (166)

36% Mauvaise connaissance des mécanismes de gestion des plaintes (153)

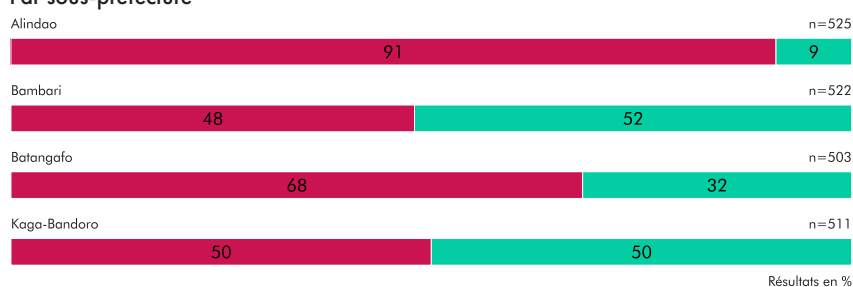
27% Sentiment d'impuissance (114)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Connaissez-vous le numéro ligne verte 4040 ?



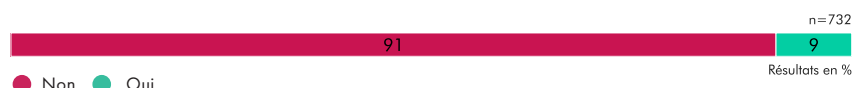
Par sous-préfecture



Personnes vivant avec ou sans handicap



Avez-vous déjà appelé la ligne verte ?



Pourquoi avez-vous appelé la ligne verte ? (n=68)

37% Recevoir de l'information sur les services de la ligne verte (25)

13% Recevoir de l'information sur l'aide humanitaire (9)

13% Déposer une plainte par rapport à l'aide humanitaire reçue (9)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.



Les PDI vivant en dehors des sites (56%) ainsi que les membres des communautés hôtes (39%) sont plus nombreux à connaître la ligne 4040 que les retourné(e)s (34%) et les PDI vivant sur les sites (32%).

Les personnes de plus de 42 ans ont moins de connaissance (30%) que les personnes âgées de 18 à 30 ans (37%) et celles âgées de 31 à 41 ans (40%).

Les personnes arrivées en 2019 ou après sont moins positives (26%) que les personnes arrivées avant 2019 sur les sites enquêtés (36%).

Les bénéficiaires d'aide monétaire sont mieux informés (47%) que les autres catégories de personnes affectées (32%).

Perceptions des acteurs humanitaires

Afin de compléter cet aperçu des perceptions concernant la réponse humanitaire en RCA, Ground Truth Solutions a interrogé 83 travailleurs humanitaires travaillant pour des ONG nationales, des organisations non-gouvernementales internationales (ONGI), ainsi que des agences onusiennes (ONU).

Etant donné le rôle crucial que joue le personnel de ces organisations au sein de la réponse humanitaire, il est indispensable de comprendre leurs points de vue afin de les comparer avec ceux des populations affectées.

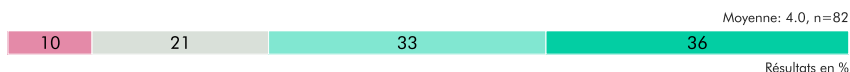
Les réponses ont été collectées entre le 1er et le 31 mai 2020 à l'aide d'un outil d'enquête en ligne. Chaque organisation participant à l'enquête a partagé le questionnaire en ligne avec les membres de son personnel. Afin de garantir la représentativité de notre échantillon, le questionnaire a été envoyé aux organisations humanitaires actives en RCA ainsi qu'aux différentes structures de coordination telles que les clusters sectoriels et les groupes de travail.

En nous basant sur les enquêtes de Ground Truth Solutions en RCA auprès des populations affectées, une comparaison a été faite entre les points de vue des populations affectées et ceux du personnel humanitaire afin d'observer les similarités et les disparités sur certaines questions. Toutefois, les résultats doivent être interprétés avec prudence du fait de la différence de taille des différents échantillons d'enquêtés.

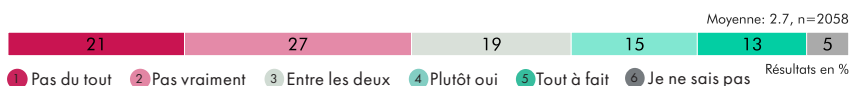
Capacité des acteurs humanitaires et coordination

Pensez-vous que les services fournis par les acteurs humanitaires touchent les personnes qui en ont le plus besoin ?

Personnel humanitaire



Personnes affectées



Quel type d'assistance contribue le plus au bien-être des populations affectées ?



41%

Combinaison de cash et biens/services (34)



24%

Combinaison de coupons et biens/services (20)



18%

Biens et services (assistance en nature) (15)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Echantillon

83 enquêtes en ligne

Genre



21 femmes (25%)



62 hommes (75%)

Type d'organisation



56 membres d'ONGI (68%)



16 membres d'agences ONU (20%)



11 membres d'ONG nationales (12%)

Statut du personnel humanitaire



34 Personnel international (41%)

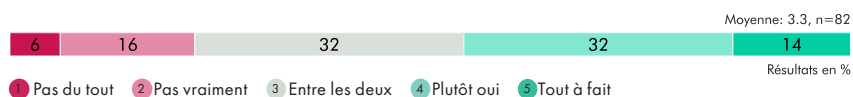


49 Personnel national (59%)

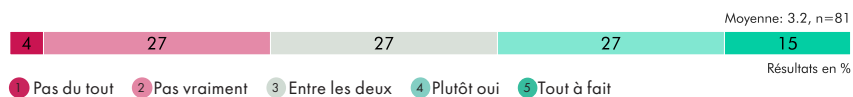


Le personnel humanitaire (69%) est bien plus positif que les personnes affectées (28%) concernant l'équité de l'assistance.

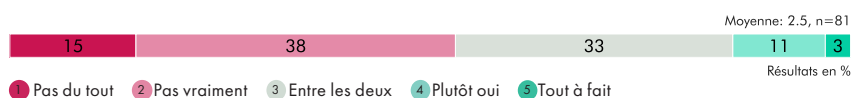
Les différents acteurs humanitaires coordonnent-ils efficacement leurs activités en RCA ?



Est-ce que les acteurs humanitaires et les acteurs du développement collaborent-ils efficacement en RCA ?



Estimez-vous que le soutien aux organisations locales et nationales en RCA soit suffisant ?



A votre connaissance, quel type de soutien devrait être fourni aux organisations locales et nationales en RCA ?

82% Renforcement des capacités en planification et gestion des ressources financières (68)

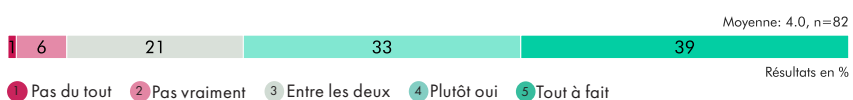
80% Renforcement des capacités en management et leadership (66)

59% Support financier (49)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Partage d'information

Pensez-vous que les acteurs humanitaires peuvent fournir aux personnes affectées les informations dont elles ont besoin ?



Quelles informations sont généralement partagées avec les personnes affectées ?

69% Moment des distributions (58)

67% Assistance alimentaire disponible (56)

63% Mécanismes de suggestions et plaintes (53)

Quels moyens de communication sont les plus efficaces afin d'informer les populations affectées ?

Personnel humanitaire
88% Réunions communautaires (73)

Personnes affectées
63% Chefs de quartier / bloc (1319)

82% Chefs communautaires (68)

52% Réunions communautaires (1089)

68% Radio (56)

43% Chefs communautaires (901)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.



Les hommes (54%) sont beaucoup plus positifs que les femmes (24%) concernant la coordination entre les acteurs humanitaires.

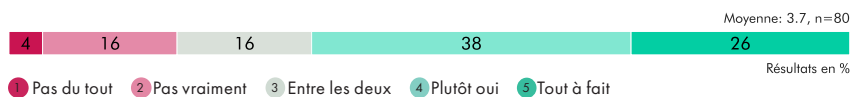


Le personnel national (53%) est plus positif que le personnel international (27%) sur cette question.



Le personnel international (82%) est plus positif que le personnel national (66%) concernant le partage d'information.

Selon vous, le personnel de terrain est-il régulièrement informé de la perception qu'a la population affectée de l'aide humanitaire reçue ?

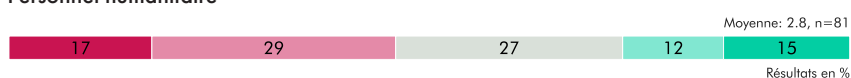


Le personnel international (59%) se sent moins informé que le personnel national (66%) sur les perceptions des populations affectées. Dû à leurs connaissances de la langue locale, le personnel national a d'avantage d'opportunités d'être informé sur les perceptions des personnes affectées.

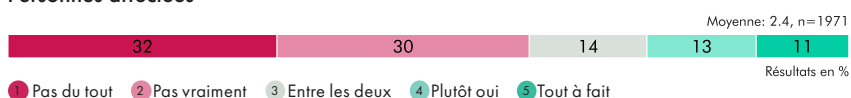
Participation des populations affectées et mécanismes de plaintes

Les populations affectées sont-elles régulièrement impliquées dans la conception et la mise en œuvre des projets ?

Personnel humanitaire



Personnes affectées



Les personnes affectées (24%) et le personnel humanitaire (27%) sont plutôt négatifs concernant l'implication des personnes affectées dans la mise en œuvre des projets.

Dans l'ensemble, le personnel humanitaire n'estime pas que les populations affectées sont régulièrement impliquées dans la conception et la mise en œuvre des projets.

Pensez-vous que les personnes affectées savent adresser une plainte ou déposer des suggestions auprès des acteurs humanitaires ?

Personnel humanitaire



Personnes affectées



Si le personnel humanitaire considère en grande partie (60%) que les personnes affectées savent comment déposer une plainte ou faire une suggestion, seules 24% des personnes affectées enquêtées affirment connaître les mécanismes existants.

Quels mécanismes de plainte ou de suggestion mis en place par les acteurs humanitaires sont les plus efficaces ?

Personnel humanitaire

61% Comités de gestion de plaintes (51)

51% Réunions communautaires (42)

47% Boîte à suggestions (39)

Comment préférez-vous faire une suggestion ou porter une plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ?

Personnes affectées

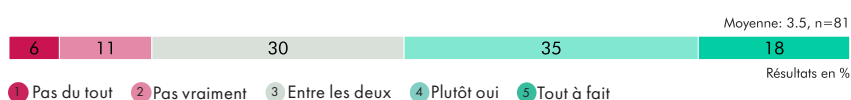
46% Face-à-face au personnel humanitaire (966)

36% Réunions communautaires (751)

28% Face-à-face avec les chefs communautaires (579)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

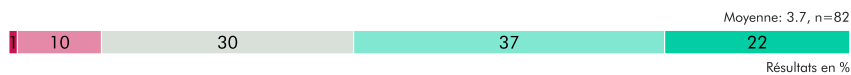
Estimez-vous que les acteurs humanitaires prennent des mesures correctives dans le cadre de la mise en œuvre des projets en se basant sur le retour des populations affectées ?



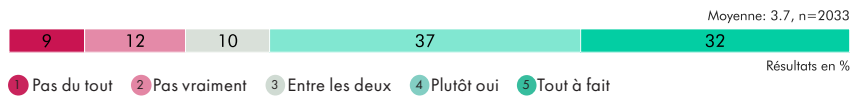
Comportement des acteurs humanitaires et signalement d'abus

A votre avis, les travailleurs humanitaires se comportent-ils de manière respectueuse envers les communautés/ personnes affectées ?

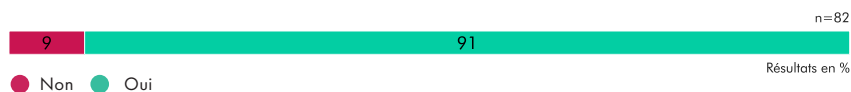
Personnel humanitaire



Personnes affectées



Savez-vous comment signaler des cas d'exploitation, d'abus sexuels ou de harcèlement commis envers les personnes affectées ?



Seriez-vous à l'aise pour rapporter des cas d'exploitation, d'abus sexuels ou de harcèlement contre les personnes affectées ?



Plus de la moitié du personnel humanitaire (59%) et des personnes affectées (69%) pense que les travailleurs humanitaires se comportent de manière respectueuse envers les personnes affectées.

Le personnel international (70%) est plus positif que le personnel national (51%).



Les femmes travaillant dans le secteur humanitaire, ont une moins bonne connaissance des mécanismes de plaintes (86%) que les hommes (93%).

Recommandations

1. Un processus de ciblage inclusif et mis à jour

Recommandations globales

- Actualiser régulièrement les données de ciblage des bénéficiaires à chaque étape du projet humanitaire (entre 1 et 3 mois) afin d'adapter les activités humanitaires en fonction de l'évolution des besoins des populations vulnérables.

Bambari – Chefs communautaires et acteurs humanitaires / Batangafo – chefs communautaires

Les personnes âgées (86%), les personnes malades (53%) et les personnes vivant avec un handicap (50%) sont considérées comme étant les groupes vulnérables bénéficiant le moins de l'assistance humanitaire

- Impliquer d'avantage les acteurs communautaires (chefs communautaires, délégués des PDI / retournés ou famille d'accueil) au cours des différentes étapes du processus de ciblage telles que lors de séances de consultations publiques, afin de renforcer l'adéquation de l'aide et éviter les cas de fraude.

Bambari – Chefs communautaires et acteurs humanitaires / Batangafo – chefs communautaires

48% des personnes enquêtées pensent que l'assistance ne touche pas les populations les plus vulnérables.

- Renforcer / mettre en place un comité de ciblage mixte (incluant travailleurs humanitaires, acteurs communautaires et agents de l'état) afin de valider les listes de bénéficiaires et faire un suivi du processus de ciblage.

Bambari – chefs communautaires et acteurs humanitaires / Batangafo et Kaga Bandoro – chefs communautaires

Selon les populations enquêtées, les personnes vulnérables sont mises de côté principalement à cause d'erreurs de la part des acteurs humanitaires (20%), de discriminations (16%) ou de critères de sélection inadéquats (16%).

Recommandations régionales¹²

- Prendre en compte les besoins selon la taille des ménages afin de fournir une assistance adaptée aux besoins et aux habitudes culturelles des populations affectées.

Bambari – Chefs communautaires et acteurs humanitaires / Batangafo – chefs communautaires

Selon les personnes enquêtées dans la sous-préfecture d'Alindao, les principaux besoins essentiels n'étant pas satisfaits sont : les besoins en cash (68%), en abri (64%) et en nourriture (47%).

- Écourter la durée du processus de ciblage afin de suivre les mouvements de populations et éviter l'exclusion de populations ne vivant plus dans la même localité.

Batangafo – président du site Zibo-Bagga

Dans la sous-préfecture de Batangafo, les personnes âgées (85%), les ménages dirigés par les femmes (47%) et les enfants non accompagnés (33%) sont les groupes vulnérables les moins inclus dans la sélection des bénéficiaires.

2. Une communication directe, accrue et diversifiée

Recommandations globales

- Renforcer / construire un dialogue continu avec les leaders communautaires afin d'informer les populations affectées de l'évolution du projet et des problèmes rencontrés (par exemple pour indiquer un changement du type d'aide ou des retards dans le calendrier de l'assistance).

Bambari / Alindao / Batangafo – chefs communautaires

Si 80% des personnes enquêtées affirment être assez informés de l'aide disponible, la grande majorité estime ne pas recevoir l'assistance quand ils en ont besoin (82%). En effet, les personnes affectées souhaitent avoir davantage d'informations sur les moments de distributions (55%).

Des réunions avec les chefs communautaires et le personnel humanitaire de terrain ont été organisées en mai-juin 2020. Ces réunions ont permis de présenter les résultats de notre enquête ainsi que de prendre note des recommandations de la part des différents acteurs, résumées dans ce rapport.

Dû à l'épidémie de Covid-19, les séances de dissémination ont été conduites en ligne et facilitées sur place par les points focaux d'OCHA auprès d'un nombre limité d'acteurs communautaires, présents dans les bureaux régionaux d'OCHA. Les perceptions des personnes affectées ont été croisées avec les recommandations des différents acteurs pour assurer la représentativité de celles-ci.

En complément des réunions de dissémination, des fiches d'information ont été affichées dans les lieux clés des sous-préfectures ciblées (mairies, centres des PDI, bureaux préfectoraux) afin de disséminer nos résultats auprès de la population. Les fiches d'information présentent, en Sango, les principaux résultats de nos dernières enquêtes.

Pour plus d'informations sur les recommandations spécifiques aux sous-préfectures ciblées, veuillez consulter nos bulletins régionaux disponibles sur [notre site internet](#).

¹² Pour les recommandations régionales, les données mentionnées représentent les perceptions au niveau de la sous-préfecture en question.

2. Une communication directe, accrue et diversifiée (suite)

Recommandations régionales

- Renforcer les consultations avec les partis de la société civile et les agences étatiques afin de garantir l'adéquation de l'aide distribuée. Selon les leaders communautaires, les biens distribués ne répondent pas de manière optimale aux besoins de leurs populations.

Bambari / Kaga Bandoro – chefs communautaires

Dans la sous-préfecture de Bambari, 73% des personnes interrogées estiment que des membres de leurs communauté ont vendu des biens reçus des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels.

3. Des mécanismes de plaintes adaptés

Recommandations globales

- Renforcer et vulgariser les séances de sensibilisation sur les mécanismes de plaintes existants afin de s'assurer que les personnes affectées et les leaders communautaires comprennent les avantages de déposer une plainte ainsi que son impact sur l'assistance humanitaire.

Bambari – chefs communautaires et travailleurs humanitaires / Alindao et Kaga Bandoro – chefs communautaires

76% des personnes enquêtées ne savent pas comment déposer une plainte ou faire une suggestion auprès des acteurs humanitaires.

- Inclure les acteurs communautaires dans les activités de sensibilisations sur les mécanismes de plaintes à travers la mise en place d'un comité de sensibilisation mixte (incluant acteurs humanitaires et acteurs communautaires).

Bambari – travailleurs humanitaires / Kaga Bandoro – leaders communautaires

Les personnes enquêtées font principalement confiance aux ONGI (51%) ainsi qu'aux chefs communautaires (48%) pour le dépôt de plaintes ou de suggestions liées aux activités humanitaires.

Recommandations régionales

- Encourager les mécanismes de plaintes et de suggestions proactifs (réunions communautaires) plutôt que des mécanismes réactifs (boîte à suggestion, comités de plaintes).

Bambari – chefs communautaires

Dans la sous-préfecture de Bambari, les mécanismes proactifs tels que les réunions communautaires (49%), les discussions en face-à-face avec le personnel humanitaire (44%) ou avec les leaders communautaires (33%) sont les moyens préférés pour déposer une plainte ou faire une suggestion.

- Développer un environnement sûr pour le signalement des abus, des harcèlements et des cas de mauvais traitement, en particulier pour les femmes.

Alindao – chefs communautaires

26% des personnes enquêtées à Alindao ne se sentent pas à l'aise pour signaler des cas d'abus de la part du personnel humanitaire. Plus précisément, 35% des femmes enquêtées ne se sentent pas à l'aise pour rapporter les cas d'abus auprès du personnel de la MINUSCA.

- Vulgariser la connaissance de la ligne 4040 et mettre à disposition des téléphones portables pour des appels en cas de besoin.

Alindao – Chefs communautaires

Dans la sous-préfecture d'Alindao, 91% des personnes enquêtées ne connaissent pas la ligne 4040. Les personnes affectées privilégient actuellement les mécanismes de plaintes proactifs tels que les réunions en face-à-face avec le personnel humanitaire (53%), avec les leaders communautaires (34%) ou bien les réunions communautaires (34%).

4. Renforcer la transition vers des activités d'autonomisation et de développement

- **Reconstruire les systèmes de subsistance des personnes affectées** au travers de formations agricoles pour les PDI et d'activités d'insertion dans la communauté hôte.

Bambari –travailleurs humanitaires

30% des PDI vivant hors sites et 29% des PDI vivant dans des camps sont optimistes concernant leurs chances d'autonomisation. Selon la totalité des personnes enquêtées dans la sous-préfecture de Bambari, les activités génératrices de revenus (84%), la facilitation de l'accès aux terres agricoles (58%) et les formations professionnelles (21%) les aideraient à devenir plus autonomes sur le long terme.

- **Assurer une transition progressive entre les interventions d'urgence et la recherche de solutions durables** en privilégiant les interventions cash, les travaux THIMO¹³ et le développement du secteur agro-pastoral afin de favoriser l'autonomisation des populations affectées.

Alindao – Chefs communautaires

61% des personnes enquêtées dans la sous-préfecture d'Alindao sont négatives quant à leurs possibilités d'autonomisation. Afin de devenir plus autonome, les activités génératrices de revenus (48%), l'accès aux terres agricoles (43%) et l'accès au micro-crédit et/ou aux emprunt bancaires (22%) sont privilégiés par les personnes enquêtées.

5. Adapter l'assistance humanitaire selon les préférences des personnes affectées

- **Segmenter l'assistance par vagues** pour éviter les rassemblements de masse pendant les périodes de distributions.

Batangafo – président du comité de paix

Dans la sous-préfecture de Batangafo, 64% des personnes enquêtées se sentent en sécurité quand elles accèdent à l'assistance. Toutefois, les personnes ne se sentant pas en sécurité expliquent cela par des cas de vols (66%), de harcèlement aux points de distribution (38%) et de trop grandes foules sur les sites de distributions (35%).

- **Former les leaders communautaires sur leurs responsabilités** ainsi que sur les lignes de conduite pour le projet en cours afin de renforcer leur implication dans les activités et clarifier les rôles de chacun.

Kaga Bandoro – Chefs communautaires

57% des personnes affectées dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro, pensent que les chefs communautaires partagent les informations sur l'aide disponible de manière efficace. Toutefois, les personnes ayant répondu de manière négative affirment que certains chefs communautaires ne partagent pas les informations parce qu'ils servent leurs intérêts personnels (36%) ou bien parce qu'ils ne sont pas capables de faire leur travail de dissémination (distance, manque de capacité ou de ressource) (11%).

¹³ THIMO: Travaux à haute intensité de main d'œuvre

Methodologie

La stratégie d'échantillonnage proposée couvre les populations de personnes affectées en République Centrafricaine (RCA), ciblées par le Plan de Réponse Humanitaire 2020, et qui reçoivent de l'aide humanitaire. Les sous-préfectures de Kaga Bandoro (Nana-Grébizi), d'Alindao (Basse Kotto), de Bambari (Ouaka) et de Batangafo (Ouham) ont été sélectionnées selon les critères suivants : 1) le degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaires sur le terrain), 2) la taille de la population affectée (retournés, déplacés et communautés hôtes), 3) l'accès aux sites de populations affectées (risque sécuritaire et logistique).

La taille de l'échantillon global défini est de 500 individus par sous-préfecture. Au total, les retournés (de RCA et de l'étranger), les déplacés internes (PDI) en site / famille d'accueil et les membres des communautés hôtes recevant de l'aide humanitaire sont les groupes visés par l'enquête. Au niveau de chaque sous-préfecture, l'échantillon est stratifié proportionnellement à l'effectif des populations affectées dans chaque catégorie de population. Pour la communauté hôte, un seuil maximal de 20% de l'échantillon total a été fixé pour la stratification proportionnelle, au niveau des sous-préfectures.

Le risque que des groupes sur/sous-échantillonnés faussent les résultats est atténué en pondérant les moyennes de chaque taille d'échantillon en fonction de la proportion de la population qu'il couvre, une fois que les données ont été collectées dans tous les lieux. En tant que telle, cette méthodologie nous permet à la fois de maximiser la fiabilité des comparaisons de groupes et d'offrir un aperçu représentatif plus fiable des perceptions au sein des diverses régions et de la population affectée dans son ensemble. L'échantillon final est statistiquement représentatif avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%.

Sur la base d'un premier échantillon au niveau des sous-préfectures, un échantillon détaillé a pu être défini au niveau des sites en nous basant sur les dernières informations démographiques reçues de différents acteurs tels que les membres du Displacement Tracking Matrix de l'office internationale des migrations (OIM) (août 2019), OCHA et les ONGI (décembre 2019).

Compte tenu du contexte de la RCA et des mouvements de populations importants dans les régions ciblées, la sélection des sites a été finalisée en consultation avec les acteurs humanitaires présents sur le terrain. En fonction du contexte local (fort mouvement de population, risque sécuritaire, aide humanitaire homogène, etc.), les sites ont été sélectionnés de manière aléatoire ou arbitraire en fonction des consultations avec les acteurs humanitaires. Ainsi, la sélection des sites peut varier selon les sous-préfectures.

Formulation des questions

Les questions ont été formulées en prenant en compte le Plan de Réponse Humanitaire 2020 et en nous basant sur notre ensemble de questions standard, testé sur plus de 21 000 bénéficiaires d'aide humanitaire dans différents contextes. L'outil a été partagé avec UNICEF, OCHA, les membres du Comité de Coordination des ONGI, le Cash Working Group, ainsi que le Work Assessment Working Group, en janvier et février 2020. Le questionnaire est basé sur celui de notre phase pilote (août 2019), modifié à la suite de la publication du Plan de Réponse Humanitaire 2020.

Langue de l'enquête

Le questionnaire a été rédigé en français et traduit en Sango au cours des sessions de formation avec les enquêteurs.

Comparaison avec les données de la phase pilote (Aout 2019)

Dans le cadre d'une analyse plus approfondie, les résultats de notre phase pilote (Aout 2019) dans les sous-préfectures de Paoua et de Bangassou ont été ajoutés pour les indicateurs globaux. Toutefois, la collecte de données de la phase pilote a été conduite auprès d'un échantillon plus important, avec un intervalle de six mois entre la phase pilote et la première phase de collecte de données de 2020. Ainsi il est nécessaire de comparer avec précaution, les résultats des deux collectes de données.

Limites de la collecte de données

Contexte sécuritaire

Vu le contexte sécuritaire de la République Centrafricaine, les sites sur les axes catégorisés comme « rouge » par les acteurs humanitaires ont été exclus de l'échantillon final. Dans certaines sous-préfectures, nos équipes d'enquêteurs ont pu avoir accès aux sites des personnes affectées dans un périmètre de 15 à 20 km autour des grandes villes afin de garantir la sécurité de notre personnel.

La présence de groupes armés a aussi joué sur la sélection des personnes affectées. Dans certaines préfectures, les familles dont certains membres font partie de groupes armés ont refusé de répondre à nos questions par peur de représailles. Cela pourra avoir un impact sur la représentativité de nos données. Par conséquent l'extrapolation des résultats présentés doit prendre en compte ces différents points.

Impact du Covid-19 sur la collecte de données

Au départ, la première phase de collecte de données devait inclure une collecte de données supplémentaire dans la sous-préfecture de Bria. Toutefois, dû au COVID-19, Ground Truth Solutions a décidé d'annuler cette dernière collecte afin de limiter les risques d'infection auprès des populations affectées et de notre personnel.

Données perceptuelles

GTS rassemble des données perceptuelles de la part des populations affectées afin d'évaluer la réponse humanitaire en cours à travers leurs points de vue, leurs opinions et leurs perceptions. Alors que les principes de redevabilité et de participation communautaire sont de plus en plus intégrés dans le cycle de programmation humanitaire, les voix des personnes affectées bénéficiant d'aide sont souvent omises.¹⁴

La collecte de données de perception auprès des populations affectées doit donc être considérée comme faisant partie d'un changement systémique au niveau de la réponse humanitaire. C'est une première étape cruciale pour permettre aux personnes affectées d'être davantage intégrées au processus de décision humanitaire.

Néanmoins, il est évident que les données de perception seules pourraient être insuffisantes pour évaluer l'état du système humanitaire et ne doivent donc pas être interprétées de manière isolée, mais en complément d'autres approches de suivi et d'évaluation des données.

¹⁴ Aldo Benini (2018), *Subjective Measures in Humanitarian Analysis*. Geneva: Assessment Capacities Project -ACAPS.



Ground Truth Solutions

Pour plus d'information concernant les enquêtes de Ground Truth Solutions en RCA, veuillez contacter Léonce Zatao (leonce@groundtruthsolutions.org) ou Yannick Koudoufio (yannick@groundtruthsolutions.org).

Rejoignez nous sur groundtruthsolutions.org